



nswp Global Network of Sex Work Projects
Promoting Health and Human Rights

NOTE D'INFORMATION :

L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE DU FONDS MONDIAL

Introduction

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le Fonds mondial) a lancé une [consultation ouverte](#) concernant l'élaboration de la prochaine stratégie du Fonds mondial. Cette nouvelle stratégie permettra de définir les priorités du Fonds mondial pour les années à venir et viendra très certainement s'aligner sur l'échéance des objectifs de développement durable de 2030¹ (ODD). Elle sera élaborée en 2020-2021 avant que n'ait lieu la reconstitution des ressources du Fonds mondial en 2022.

Nous encourageons les organisations membres de NSWP à participer à cette consultation. La présente Note d'information a pour but d'informer nos membres et de les aider à mieux comprendre la situation pour les encourager à participer à l'élaboration de la future stratégie.

L'élaboration de la stratégie : quel contexte ?

Dans un contexte où les difficultés d'ordre sanitaire dans le monde se multiplient, cette consultation est particulièrement importante pour les travailleurSEs du sexe.

Le Fonds mondial est actuellement en train de redéfinir son rôle et ses priorités et, dans ce cadre, certaines parties prenantes font pression pour que le Fonds mondial évolue pour devenir davantage un « Fonds mondial pour la santé » et/ou pour combattre un éventail plus large de maladies. À travers le monde, les gouvernements, qui rencontrent déjà beaucoup de difficultés pour trouver les financements nécessaires pour assurer l'accès à la santé pour touTEs ou l'accès à la couverture sanitaire universelle (CSU) dans leur pays, se préparent à une importante crise économique provoquée par COVID-19.

La pandémie du COVID-19 a, comme toutes les crises sanitaires mondiales, mis à nu les inégalités dans nos sociétés et touché de façon disproportionnée les travailleurSEs du sexe dans toute leur diversité. Les travailleurSEs du sexe qui sont déjà criminaliséEs, marginaliséEs et vivent souvent dans la précarité financière sont pourtant souvent excluEs des mécanismes de protection sociale. À travers le monde, les travailleurSEs du sexe se retrouvent dans une situation extrêmement difficile, elles/ils ont perdu beaucoup de leur revenu et sont encore davantage discriminéEs, harceléEs et victimes de violence. La criminalisation du travail du sexe dans la majorité des pays n'a fait qu'aggraver la situation déjà précaire des travailleurSEs du sexe dans l'économie informelle. Les travailleurSEs du sexe sont forcés de vivre sans protection aucune, elles/ils sont de plus en plus vulnérables et ne peuvent subvenir ni à leurs besoins, ni à ceux de leur famille.

NSWP et ONUSIDA ont tous deux mis en lumière les difficultés et les préoccupations des travailleurSEs du sexe dans le monde. Ils ont également appelé les pays à garantir le respect, la protection et la réalisation des droits humains des travailleurSEs du sexe².

Le dernier rapport de ONUSIDA³ révèle que **62 % des nouvelles infections dans le monde touchent les populations clés** et leurs partenaires sexuels. Selon ce rapport, « mettre fin à la menace pour la santé publique que constitue le SIDA d'ici 2030 était déjà très optimiste, même avant le début de

¹ « [Objectifs de développement durable](#) », Nations Unies.

² ONUSIDA et NSWP, avril 2019, « [Déclaration commune : la riposte à COVID-19 ne doit pas oublier les professionnel\(le\)s du sexe](#) ».

³ ONUSIDA, 2020, « [Agissons maintenant – pour combattre les profondes inégalités et mettre fin aux pandémies](#) ».

l'épidémie du COVID-19. » En outre la cible « 90-90-90 » n'a pas été atteinte en 2020. Dans le monde, fin 2019, **81 %** des personnes vivant avec le VIH connaissaient leur statut sérologique, seulement **67 %** de ces personnes suivaient une thérapie antirétrovirale et moins de **59 %** des personnes vivant avec le VIH avaient une charge virale indétectable.

Le communiqué de presse de ONUSIDA⁴ pour ce rapport reconnaît les progrès effectués dans certains pays mais remarque également que :

- Depuis 2015, 3,5 millions d'infections au VIH et 820 000 morts supplémentaires auraient pu être évitées si les objectifs prévus pour 2020 avaient été atteints
- 690 000 personnes sont mortes de maladies opportunistes liées au SIDA en 2019 et 12,6 millions de personnes, parmi les 38 millions de personnes vivant avec le VIH, n'avaient pas accès à un traitement qui pourrait leur sauver la vie
- 1,7 million de personnes a été infecté par le virus, ce qui représente **plus de trois fois** les chiffres prévus par les estimations
- La région Europe de l'Est et Asie centrale a assisté à une augmentation énorme de 72 % du nombre des infections au VIH en 2010.

Winnie Byanyiman, directrice exécutive de ONUSIDA, explique dans l'avant-propos :

« Des études menées par ONUSIDA et l'Organisation mondiale de la santé ont montré qu'une interruption de l'approvisionnement en médicaments pourrait provoquer la mort de 500 000 personnes supplémentaires dans la région subsaharienne d'Afrique d'ici la fin 2021. »

António Guterres, secrétaire général de l'ONU a déclaré dans l'introduction du rapport :

« Il reste encore beaucoup de travail à faire. Cette épidémie, qui est loin d'être finie, est renforcée par des facteurs tels que l'inégalité entre les genres, la violence basée sur le genre, la criminalisation et la marginalisation des groupes vulnérables. Cette crise est un signal d'alarme qui devrait nous inciter à agir différemment. Nous devons apporter une réponse aux pandémies actuelles, qu'il s'agisse du VIH ou de COVID-19, qui repose sur la justice économique et sociale, sans quoi les inégalités continueront de subsister. »

L'accès à la couverture sanitaire universelle⁵ fait également partie des objectifs de développement durable pour 2030. La Déclaration politique⁶ sur la CSU, proposée pendant une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2019, ne fait pourtant aucune mention des populations clés, des hommes gays, bisexuels ou des autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, des usagerÈRES de drogues, des travailleurSEs du sexe ou des personnes transgenres. Elle ne propose également aucune mesure face à l'impact de la criminalisation. Trop dérangeantes, on les a fait disparaître à l'aide de formules telles que « populations vulnérables » ou « marginalisées », des termes trop vagues qui laissent aux gouvernements tout le loisir d'ignorer les besoins de ces communautés et de ne pas prendre leurs responsabilités. La CSU ne pourra pas être un succès sans la reconnaissance des déterminants juridiques, politiques et sociaux de la santé. La CSU doit adopter une approche basée sur les droits humains garantissant pour touTEs un accès égal aux services de santé. Pour atteindre cet objectif, il faut s'assurer que les travailleurSEs du sexe et les autres populations clés ne sont pas excluÈs de la CSU.

« Pour que la couverture sanitaire universelle soit réellement universelle, toutes les populations doivent pouvoir y accéder, en particulier celles et ceux qui rencontrent le plus de difficultés pour accéder aux services de santé, notamment les personnes migrantes, les populations rurales, les populations carcérales, la communauté LGBT, les travailleurSEs du sexe, les usagers et usagères de drogues et les pauvres #Healthforall »

⁴ ONUSIDA, 6 juillet 2020, « [Communiqué de presse](#) ».

⁵ NSWP, 2019, « [Note d'information : la couverture sanitaire universelle](#). »



- Tweet envoyé par le Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, immédiatement après une réunion parallèle organisée par GNP +, NSWP et Aidsfonds pendant la 72^e Assemblée mondiale de la santé⁷

À quoi devrait ressembler le Fonds mondial dans le futur ?

Ce qui est clair, c'est qu'il reste encore beaucoup de chemin à faire pour réaliser les objectifs fixés en termes de lutte mondiale contre le VIH et que les besoins des travailleurSEs du sexe en matière de santé sont loin d'être satisfaits. Au 1^{er} avril 2020, le Fonds mondial avait versé 44,5 milliards USD, une somme sans laquelle les avancées actuelles n'auraient pas pu être réalisées et grâce à laquelle 32 millions de vies ont pu être sauvées. Le Fonds mondial assure 20 % de l'ensemble des financements pour la lutte contre le VIH sur la scène internationale. Les objectifs du Fonds mondial sont pourtant très loin d'avoir été réalisés et, comme l'indique le rapport mondial de ONUSIDA pour 2020⁸ :

« En 2019, les fonds pour la lutte contre le VIH ont baissé de 7 % par rapport à 2017 pour atteindre la somme de 18,6 milliards USD. Pour répondre efficacement à l'épidémie du VIH en 2020, il faudrait 26,2 milliards USD. Les financements débloqués en 2019 sont donc 30 % inférieurs à la somme nécessaire. »

Nous sommes à un moment charnière dans l'histoire de la lutte contre l'épidémie du VIH. NSWP soutient que toute modification apportée à la stratégie du Fonds mondial ne doit en aucun cas compromettre les progrès réalisés ou sacrifier l'opportunité de mettre fin à l'épidémie du SIDA d'ici 2030 (objectif de développement durable 3.3), un objectif qui, dans les conditions actuelles sera déjà difficile à atteindre. Le Fonds mondial doit continuer à combattre les inégalités en matière d'accès à la santé auxquelles sont confrontées les populations clés et d'autres communautés vulnérables.

Les financements pour la lutte contre le VIH ont énormément diminué et afin de redonner à la riposte contre cette maladie un souffle de vie, il faut **d'avantage** d'engagement politique et d'investissements. Si le Fonds mondial devait étendre sa responsabilité à d'autres domaines, **quels qu'ils soient**, en s'investissant par exemple dans la réponse à de nouvelles crises émergentes ou en adoptant une approche plus universelle de la santé, il faudrait **absolument** que des financements supplémentaires soient débloqués et qu'il puisse avoir accès aux ressources dont il aurait besoin.

NSWP souhaiterait que le Fonds mondial s'engage dans sa nouvelle stratégie à :

- renforcer **les initiatives communautaires** et les programmes respectueux des droits humains
- combattre **les obstacles structurels** qui entravent l'accès à la santé et freinent la réalisation des droits humains
- adopter une approche centrée sur la personne pour combattre **les inégalités en matière d'accès à la santé** qui sévissent dans le monde et chez les populations clés, y compris chez les travailleurSEs du sexe
- **impliquer de façon significative** les travailleurSEs du sexe et les autres populations clés dans l'élaboration, la mise en œuvre, la gestion et l'évaluation des politiques et des programmes.

Cette consultation est l'opportunité d'influencer la future stratégie du Fonds mondial et de garantir que les besoins des travailleurSEs du sexe sont pris en compte et que des mesures sont mises en place pour lutter contre les inégalités en matière d'accès à la santé.

Que peuvent faire les travailleurSEs du sexe ?

- Les travailleurSEs du sexe peuvent participer à la consultation. Ci-dessous, des conseils sont proposés aux organisations membres

⁷ Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, WHO Director-General, [Twitter, 24 May 2019](#).

⁸ ONUSIDA, 6 juillet 2020, « [Communiqué de presse](#) ».



- Il s'agit ici d'une opportunité pour les organisations membres de NSWFP qui se trouvent dans des pays à revenu élevé de faire pression sur leur gouvernement pour qu'il continue à financer – et finance même davantage – un Fonds mondial qui met réellement en place les mesures nécessaires pour lutter contre les inégalités en matière d'accès à la santé
- Cette consultation représente pour les organisations membres de NSWFP œuvrant dans les pays éligibles aux financements du Fonds mondial l'opportunité d'influencer la stratégie du Fonds mondial et de garantir que les besoins et les priorités des travailleurSEs du sexe sont pris en considération. De nombreux membres de NSWFP influencent déjà leur gouvernement et les délégations de leur pays. Certains sont aussi membres des Instances de coordination nationales (CCM)
- Les travailleurSEs du sexe peuvent aussi prendre part aux forums de partenariats régionaux que le Fonds mondial organisera pour préparer l'élaboration de sa stratégie.

Le processus de consultation

Le Fonds mondial a préparé un [questionnaire en ligne](#) détaillant toutes les questions de la consultation (en anglais, espagnol, arabe et portugais) sur [la page de son site](#) consacrée à l'élaboration de sa stratégie (en anglais et français). Les réponses peuvent cependant également être envoyées par courriel dans une de ces langues à : strategydevelopment@theglobalfund.org.

La date d'échéance pour la première partie de la consultation a été fixée au **1^{er} septembre 2020**.

Les réponses reçues seront ensuite examinées par le comité de la stratégie du conseil d'administration du Fonds mondial en octobre 2020.

Par ailleurs, certaines parties prenantes auront également l'occasion de participer à un des forums de partenariats régionaux qui ont été prévus. Ces forums devaient se tenir à Kyiv, Johannesburg et Bangkok pendant les six derniers mois de 2020. Le secrétariat du Fonds mondial a cependant pris la décision de reporter ces réunions à cause de la pandémie du COVID-19 et des risques associés à l'organisation d'une rencontre en personne. Ils auront désormais lieu durant le premier trimestre de 2021. La situation évolue rapidement et il est donc difficile de fixer des dates précises. Cela dit, le conseil d'administration du Fonds mondial doit adopter une stratégie définitive d'ici la fin 2021 en raison des échéances imposées par la reconstitution des ressources. Le comité de la stratégie du Fonds mondial confirmera au mois de septembre les dates et les lieux où se tiendront les forums de partenariats mais décidera aussi si les rencontres se feront en présentiel ou à distance.

Les questions sur la stratégie et des idées de réponses

La consultation proposée dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle stratégie du Fonds mondial contient plusieurs questions déjà préparées mais les participants ne devraient pas se sentir obligés de se cantonner exclusivement à ces questions. Les participantEs qui souhaitent aborder des contenus n'étant pas traités par les questions préparées doivent absolument envoyer ces informations supplémentaires directement par courriel.

- **Questions 1 à 4** : elles sont optionnelles (elles concernent votre nom, votre adresse courriel, le « groupe des parties prenantes auquel vous appartenez », « votre pays, votre région ou le contexte »). La liste des parties prenantes ne propose pas l'option « travailleurSEs du sexe ». Nous suggérons donc de cocher la case « communauté » et d'écrire « travailleurSE du sexe » ou « population clé » dans la case « autre ».
- **Question 5** : on vous demande quels sont les principaux obstacles qui freinent la lutte contre les trois épidémies et nous empêchent d'atteindre l'objectif 3 des objectifs de développement durable. Cette question est l'opportunité d'évoquer certains problèmes tels que : la criminalisation des populations clés et notamment des travailleurSEs du sexe, le manque de volonté et d'engagement politiques contre les violations des droits humains et les inégalités de genres, et/ou le manque d'investissement dans des solutions qui marchent telles que la réduction des risques ou les programmes pilotés par des travailleurSEs du sexe.

- **Question 6** : cette question est en lien avec l'objectif stratégique 4 de l'actuelle stratégie : optimiser l'impact des actions menées contre le VIH, la tuberculose et le paludisme ; mettre en place des systèmes résistants et pérennes pour la santé ; promouvoir et protéger les droits humains et l'égalité de genre et mobiliser des ressources accrues. Il est très peu probable que ces objectifs changeront dans la prochaine stratégie.
- **Question 7** : on vous demande ce que peut faire le Fonds mondial pour mieux soutenir les programmes, notamment au niveau local. Cette question est l'opportunité de mentionner plusieurs choses : l'importance de se concentrer sur les inégalités d'accès à la santé, de supprimer les obstacles qui entravent la réalisation des droits des personnes et l'accès à la santé, de garantir la participation significative des populations clés, de reconnaître les savoirs et les compétences des travailleurSEs du sexe au même titre que ceux des autres professions et de garantir la mise en place de mécanismes de financements indépendants pour les organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe.
- **Question 8** : cette question est en lien avec des systèmes de santé résilients et pérennes permettant d'une part d'obtenir de meilleurs résultats dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme et, d'autre part, de contribuer à la couverture sanitaire universelle (CSU). C'est l'opportunité ici de rappeler que les organisations communautaires ont besoin de financements et que l'émancipation des communautés et la mise en place de services pilotés par les populations clés présentent de nombreux avantages. En ce qui concerne la CSU, il est important d'insister sur le fait que le Fonds mondial doit absolument combattre les inégalités d'accès à la santé et faire le nécessaire pour que les travailleurSEs du sexe et les populations clés ne soient pas laissés de côté.
- **Question 9** : on vous demande ce que le Fonds mondial peut faire pour mieux promouvoir et protéger l'équité, les droits humains et l'égalité des genres. Vous pouvez rappeler ici que le Fonds mondial peut et doit mieux soutenir les communautés pour qu'elles puissent militer pour la décriminalisation et l'abrogation des lois, des politiques et des pratiques répressives qui portent préjudice aux populations clés et aux autres communautés vulnérables, notamment en soutenant les services d'assistance juridique communautaires, en mettant tout en œuvre pour éliminer la violence faite aux travailleurSEs du sexe et aux autres populations clés et en combattant la stigmatisation et la discrimination.
- **Question 10** : cette question a trait au rôle que le Fonds mondial pourrait jouer dans la riposte contre le COVID-19. Elle est extrêmement importante et reflète les propositions faites par certains partis qui pensent que le Fonds mondial devrait élargir son champ d'action au-delà de la lutte contre les trois maladies et apporter un soutien plus large aux systèmes de santé. **Il s'agit d'une question fondamentale qui porte sur le futur du Fonds mondial. Il pourrait être pertinent de souligner les risques associés à un tel élargissement du rôle du Fonds mondial, le besoin de davantage d'investissements et la nécessité pour le Fonds mondial de renouveler ses engagements comme cela a été précisé précédemment.** NSWP s'inquiète de la pression exercée sur le Fonds mondial pour qu'il devienne un « fonds pour la santé » dont le rôle s'élargirait pour combattre un éventail plus important de maladies. Le Fonds mondial **doit se concentrer sur les inégalités en matière d'accès à la santé.** Redéfinir son rôle pourrait avoir pour conséquence de détourner son attention des populations clés, des droits humains et de l'égalité entre les genres. Dans ce contexte, le danger est bien réel que les travailleurSEs du sexe soient laissés de côté.
- **Question 11** : cette question concerne les pays devant faire leur transition. Elle est aussi très importante puisque le champ d'action du Fonds mondial est très limité une fois qu'un pays devient inéligible aux financements. Il est important de réfléchir aux mesures qui doivent être prises avant la transition de façon à s'assurer que les programmes respectueux des droits des personnes mis en œuvre pour les populations clés et les travailleurSEs du sexe continuent d'exister une fois qu'un pays s'est affranchi des financements du Fonds mondial.



- **Questions 12 à 17** : il s'agit de questions d'ordre technique qui concernent le soutien, les partenariats et la façon dont le Fonds mondial peut utiliser son influence et son pouvoir pour améliorer les résultats.
- **Question 18** : le Fonds mondial vous demande ici d'identifier ce qu'il pourrait faire différemment pour être plus efficace. NSWP suggère que le Fonds mondial fasse davantage d'efforts pour combattre les inégalités en matière d'accès à la santé et les obstacles structurels que rencontrent les travailleurSEs du sexe et les autres populations clés.

Projet soutenu par :



**ROBERT
CARR
FUND**
for civil society
networks

NSWP est partenaire de l'alliance Bridging the Gaps : santé et droits pour les populations clés. Ce programme unique s'attache à répondre aux difficultés fréquemment rencontrées par les travailleurSEs du sexe, les usagers et usagères de drogues et les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres victimes de violations de leurs droits humains ; il facilite aussi l'accès à des services de lutte contre le VIH et de santé dont ils ont besoin. Veuillez cliquer sur www.hivgaps.org pour plus d'informations (en anglais).